

« L'urgence, c'est le blocage des prix des carburants » – L'interview de Jean-Luc Mélenchon face à La Tribune Dimanche

Une semaine après le début de sa campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a été interviewé par La Tribune dimanche. L'occasion de revenir sur un début de campagne particulièrement réussi (plus de 250 000 parrainages citoyens accumulés en 1 semaine, des dizaines de millions de vues sur les réseaux sociaux...), mais aussi sur les raisons de sa candidature, [...]

<https://linsoumission.fr/2026/05/11/melenchon-la-tribune-dimanche/>



par Nadim Fevrier le lundi 11 mai 2026

Une semaine après le début de sa campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a été interviewé par *La Tribune dimanche*. L'occasion de revenir sur un début de campagne particulièrement réussi (plus de 250 000 parrainages citoyens accumulés en 1 semaine, des dizaines de millions de vues sur les réseaux sociaux...), mais aussi sur les raisons de sa candidature, sur ce que serait un gouvernement insoumis, sur l'urgence de bloquer les prix des carburants, sur sa vision du monde et comment, inexorablement, cela se finira entre LFI et le Rassemblement national au second tour de la présidentielle. L'Insoumission publie

dans ses colonnes son interview menée et publiée par [La Tribune dimanche](#).

« Dans le contexte de guerre, de changement climatique et de crise sociale, il est probable que les Français confieront la barre à la personne la plus expérimentée. Par conséquent, il a été considéré que j'étais le mieux préparé. » – Jean-Luc Mélenchon

La Tribune dimanche : Emmanuel Macron a prévenu son homologue iranien qu'il n'y aurait aucune levée des sanctions contre Téhéran tant que le détroit d'Ormuz resterait bloqué. Partagez-vous la position du chef de l'État ? »

Jean-Luc Mélenchon : Non. Elle est inadmissible, même quand on combat comme moi les régimes théocratiques. Car l'Iran est en état de légitime défense : elle est agressée par deux pays, les États-Unis et Israël, agissant en dehors de tout mandat international. Ce n'est pas l'Iran qui bloque le détroit d'Ormuz mais la marine militaire des USA. Dans ces conditions, une telle menace du président français revient à légitimer le point de vue de Trump et de Netanyahu. 90 % des pays du monde le refusent.

La Tribune dimanche : Que feriez-vous en tant que président de la République ?

Jean-Luc Mélenchon : Il faudrait se battre pour le retrait des États-Unis et d'Israël. Il conviendrait de proposer de former un front du refus, notamment avec l'Espagne, et d'y rassembler les nations opposées à cette guerre. Dans cette affaire, chacun défend ses intérêts. Celui des Français, c'est le respect du droit international. Sinon, la loi du plus fort l'emporte. Or il n'est pas question d'être les plus forts !

La Tribune dimanche : Quitte à se tourner vers la Russie ou la Chine ?

Jean-Luc Mélenchon : Non, il faut agir avec précaution. En Europe, on bataille pour que les Russes se retirent d'Ukraine, on ne va donc pas les absoudre à un moment comme celui-ci. Quant à la Chine, on perdrait du temps : elle n'interviendra pas. Il ne faut pas donner le sentiment qu'on remplace une hégémonie mondiale par une autre. Là où il est encore possible d'être efficaces, c'est en suspendant les accords commerciaux de l'Union européenne avec Israël, et en interdisant aux États-Unis d'utiliser les bases

aériennes françaises pour aller au Proche-Orient. Les Saoudiens déjà s'y sont mis. La seule chose qui peut stopper Trump et Netanyahu, c'est de ne pas trouver dans le monde les renforts nécessaires pour terminer leur opération.

La Tribune dimanche : Patrick Pouyanné a mis en garde l'État en disant que TotalEnergies ne pourrait maintenir le plafonnement de ses prix à la pompe si son entreprise était davantage taxée. Que lui dites-vous ?

Jean-Luc Mélenchon : Que ce n'est pas sur ce ton-là qu'on s'adresse à son pays qui appelle à l'aide. Il est difficile de savoir s'il mesure l'immoralité de son comportement. Imaginez qu'un médecin français dise « *si vous augmentez mes impôts, je ne soignerai plus mes malades* » ! Le salaire des gens est volé à la pompe !

M. Pouyanné, et d'autres grandes entreprises, a une forme d'arrogance qui est un signe des temps. L'urgence, c'est le blocage des prix des carburants. Mais plus généralement, la grande leçon du moment est qu'il faut sortir au plus vite de la civilisation du pétrole dont les USA sont le centre au péril de toute l'humanité.

La Tribune dimanche : À un moment où les grandes puissances sont de plus en plus menaçantes, à quoi ça rime de s'opposer à la Loi de programmation militaire (LPM) ?

Jean-Luc Mélenchon : Cette loi peut permettre de remporter la bataille d'Alésia mais pas la guerre moderne. Lors des précédentes LPM, les limites de la stratégie de la dissuasion ont été montrées. Les guerres d'aujourd'hui dépendent de la maîtrise des câbles et des satellites. Le président Macron a récemment eu un éclair et a dit « la guerre de demain commencera dans l'espace ».

Il était satisfaisant de l'entendre reprendre cette vision. La LPM ne le fait pas. En effet, la guerre n'est plus celle des chars et des fantassins mais celle des drones, des missiles balistiques et des systèmes de communication. Il faut donc se concentrer sur l'excellence française dans le domaine spatial et numérique.

La Tribune dimanche : Le foyer d'hantavirus détecté sur un navire de croisière a réveillé les souvenirs de la pandémie de Covid-19. La France est-elle préparée à ce que vous appelez les « maladies écologiques » ?

Pour aller plus loin : [Maladies chroniques](#) : Jean-Luc

Mélenchon pointe la responsabilité du capitalisme dans la dégradation de la santé humaine

Jean-Luc Mélenchon : La santé humaine est gravement percutée par le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité et par la mondialisation des circulations qui facilite les contaminations. Ce foyer d'hantavirus le prouve. Mais il y en aura d'autres. Le stade où le saccage de la planète se retourne contre l'humanité est atteint. Quand un couple sur quatre a des problèmes d'infertilité par exemple, la cote d'alerte est franchie. Il convient donc de créer dans le programme un secteur « défi santé ».

La France était naguère très puissante dans le domaine des médicaments. Il faut reconstituer un pôle public. La recherche médicale française demeure l'une des meilleures du monde. Il est possible de vaincre les maladies écologiques.

La Tribune dimanche : Vous défendez toujours la retraite à 60 ans. Comment la financer alors que notre taux de natalité décroche de façon vertigineuse ?

Jean-Luc Mélenchon : D'abord, il n'y a pas d'alternative à la retraite par répartition. De grands esprits pensent que la capitalisation va les libérer de la structure démographique du pays : ils se trompent. Il reste alors deux solutions : soit celle des réactionnaires, qui consiste à faire travailler les gens toujours plus longtemps, soit celle défendue ici, qui consiste à partager la richesse privatisée et augmenter la population active. Ici, il y a deux voies : le recours à l'immigration et la reprise de la natalité. Or on voit bien qu'on ne peut pas ordonner aux gens d'avoir des enfants, ni penser que leur verser des chèques suffira.

De même s'agissant d'immigration, on ne peut traiter les gens comme s'ils étaient des pions à disposition. Il faut le dire parce que c'est trop souvent à cela que se limitent les scénarios envisagés un peu partout dans le monde. Mais en France, on nage en plein délire racialement et ce débat est bloqué.

La Tribune dimanche : Vous disiez vouloir être remplacé, et vous êtes encore candidat. N'avez-vous pas trouvé de successeur à la hauteur ?

Jean-Luc Mélenchon : Mais le remplacement a eu lieu ! À la tête du mouvement, par Manuel Bompard, à la tête du groupe à l'Assemblée, par Mathilde Panot et à l'Institut La Boétie par

Clémence Guetté. Sur la question de la candidature, il y a eu une discussion collective. Les relations sont simples, amicales. Il n'y a pas de compétitions de personnes contrairement à tous les autres partis. Dans le contexte de guerre, de changement climatique et de crise sociale, il est probable que les Français confieront la barre à la personne la plus expérimentée. Par conséquent, il a été considéré que j'étais le mieux préparé.

Cette expérience a permis de servir dans des mandats locaux, de parlementaire européen et national, et comme ministre. Il a été possible de vivre la fin de la France coloniale, la fin de l'URSS, la fin de la social-démocratie, à laquelle une contribution a d'ailleurs été apportée... C'est beaucoup d'expérience. Enfin, il y a une capacité à assumer cette tâche. C'est l'heure des caractères.

La Tribune dimanche : Vous aurez 75 ans au moment de l'élection présidentielle, ce qui fera sans doute de vous le candidat le plus âgé. Est-ce un handicap ? Accepteriez-vous de vous soumettre à des examens de santé pendant votre mandat ?

Jean-Luc Mélenchon : Il faut commencer par rassurer : tout va parfaitement bien. Il n'y a aucune maladie, d'aucune sorte, et depuis toujours. Il n'y a aucun inconvénient à se soumettre à ces examens. Le désespoir que cela va répandre chez les adversaires est prévisible. Il faut ajouter qu'une seule garantie est offerte : le référendum révocatoire des élus à tous les niveaux. Si les Français observent qu'il y a un problème, ils auront la possibilité de révoquer l'élu.

La Tribune dimanche : Nombreux, y compris à gauche, vous reprochent d'entretenir l'antisémitisme. Que répondez-vous à ces critiques, et pensez-vous qu'elles fragilisent désormais vos chances ?

Jean-Luc Mélenchon : Il n'est pas question de répondre à ceux qui profèrent des insultes ! Une vie entière a été passée à combattre le racisme, sous toutes ses formes. Ce type d'attaques vise le mouvement depuis que la défense des Palestiniens est assurée, et ce bien avant le 7 octobre. Il est horrifiant de voir les bombardements sur des gens enfermés dans un endroit dont ils ne peuvent sortir. Certains médias et certaines organisations ont cherché à produire un discrédit politique.

Mais ces accusations ont aussi suscité un mouvement de soutien

chez des personnes qui les jugent excessives et infondées. Il y a là une mécanique classique déjà utilisée contre de grandes figures de gauche comme Léon Blum, Jean Jaurès ou François Mitterrand. Il n'y a pas un leader de gauche qui n'a pas été insulté de la sorte.

La Tribune dimanche : Lors de vos trois dernières candidatures, il existait encore un front républicain contre Marine Le Pen. Désormais, ils sont de plus en plus nombreux, au centre et à droite, à dire « ni RN, ni LFI ». Comment vivez-vous ce phénomène politique nouveau ?

Jean-Luc Mélenchon : Seuls les adversaires mettent un signe égal entre le RN et LFI. Pour ma part, il est dit depuis 2012 : cela se terminera entre l'extrême droite et nous. Depuis des années, la société française a été émietlée, fracassée par les politiques libérales et leurs conséquences.

Dès lors, le pays se radicalise entre deux choix : « chacun pour soi » ou « tous ensemble ». Il est proposé « tous ensemble » autour d'un programme de rupture. Il est certain que la solution aux malheurs actuels est de rompre avec le système et tous ceux qui en souffrent l'entendent bien. Cela ne réduit donc pas les chances, au contraire, cela les augmente.

La Tribune dimanche : Tous les sondages vous donnent pourtant largement perdant face au RN au second tour...

Jean-Luc Mélenchon : Faut-il rappeler qu'en 2022 Le Pen devait être à vingt points devant ? Comme aujourd'hui Bardella. Pour finir ce fut à peine un point ! Ces sondages n'ont aucune valeur. Ceux qui s'en réclament sont incapables de se qualifier pour le second tour. Mais en répétant ça, la campagne de Jordan Bardella est déjà faite. Pour ma part, il y a une croyance en l'intelligence des Français.

Ils se demanderont ce qui est le mieux pour leur pays. Ce qui en garantit l'unité, l'équilibre, la projection sur l'avenir. Les classes moyennes instruites peuvent aujourd'hui hésiter mais, dans les moments décisifs pour le pays, elles se décident toujours d'après des principes fondamentaux qui dépassent largement les clivages politiques. Le ralliement du RN aux politiques néolibérales va beaucoup aider.

La Tribune dimanche : À quoi ressemblerait votre gouvernement ? »

Jean-Luc Mélenchon : Il y aura évidemment des Insoumis. Et par la force des choses, ceux qui auront rejoint ou aidé le mouvement, et des personnalités de ce qu'on appelle la société civile — scientifiques, littéraires. Mais attention, il faudra être implacable sur le respect de la parole donnée.

La Tribune dimanche : Mais vous vous êtes fâchés avec tout le monde à gauche...

Jean-Luc Mélenchon : Il faut être clair sur un point : ce n'est pas moi qui suis fâché avec eux, ce sont eux qui sont anti-mélenchonistes du matin au soir. Ce sont eux qui ont comme seul programme d'être anti-LFI. Il n'y a aucune position anti-écologiste ou anti-communiste ici. Qui les a fait élire ? En 2022, ce sont les Insoumis qui ont proposé de faire la Nupes alors que le PS était à 1,7 %. Des candidatures uniques ont été créées dans chaque circonscription, ce qui était sans précédent dans l'histoire de la gauche. Et cela a recommencé en 2024 avec le Nouveau Front populaire. On me le reproche parfois !

La Tribune dimanche : Vous proposez un accord législatif aux écologistes et aux communistes. Les deux formations n'ont pourtant pas l'intention de vous soutenir...

Jean-Luc Mélenchon : Il faut un peu de patience. Chez les écologistes, certains disent déjà que, si la primaire ne fonctionne pas, ils seraient prêts à négocier un « accord honorable » avec les uns ou les autres. Il y a une disposition à nouer cet accord. Du côté des communistes, leur congrès du mois de juillet éclaircira les choses. Aucun texte présenté ne dit explicitement qu'il faut un accord avec LFI, mais on y parle d'un « pôle de la radicalité ». Ça n'existe pas sans nous.

Il faut néanmoins respecter les discussions internes et attendre que les situations se décantent. L'objectif n'est pas d'absorber d'autres forces. Il est mieux qu'elles existent par elles-mêmes et qu'elles puissent convaincre dans leurs milieux. Un bon usage de Mélenchon vaut mieux que le suicide anti-LFI.

[« Canon français » : faux banquets, vrai coup de comm' réactionnaire ?](#)